Revue européenne des migrations internationales

vol. 29 - n°3 | 2013

Migrations de retour et de rapatriement

Éditorial

Yann Scioldo-Zürcher

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/6468>

DOI : 10.4000/remi.6468

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2013

Pagination : 7-10

ISBN : 979-10-90426-09-2

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Yann Scioldo-Zürcher, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 29 - n°3 | 2013, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/6468> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.6468>

Éditorial

❖ Yann Scioldo-Zürcher¹

Dans le domaine des migrations dites « de retour », et l'on connaît la grande variété des situations qu'elles recouvrent (Berthomière et Chivallon, 2006 ; Petit, 2007), les rapatriements y occupent une place singulière. Quand ils sont collectifs, ils témoignent d'un cadre événementiel particulier, fin d'une période coloniale, situation de guerre ou changements politiques et sociaux, qui impose aux individus de partir vers un pays dont ils ont, ou peuvent acquérir immédiatement, la citoyenneté. Ce « droit au retour » se concrétise notamment par la volonté de l'État d'accueil de distinguer ses « migrants nationaux » des autres migrants, en leur octroyant des facilités d'installation et d'insertion. Il s'accompagne de politiques publiques d'envergure lorsque les situations économiques le permettent, ou plus simplement de « gestes politiques et symboliques » dans des contextes plus difficiles, venant ainsi compenser l'absence ou la faible construction de projets migratoires. Historiquement, on constate une modification notable des politiques de rapatriements en Europe, au cours du XX^e siècle, suite à la « brutalisation » croissante des sociétés, selon les termes de Michel Leiberich, et aux déplacements forcés de populations : on fait référence ici aux rescapés de la Shoah, aux déplacements de civils suite aux redécoupages des frontières européennes, mais aussi aux soldats prisonniers à la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme aux rapatriés coloniaux qui ont rejoint les anciennes métropoles européennes (Sheppard, 2002 ; Scioldo-Zürcher, 2010 ; Leiberich, 2012).

Quand ils sont individuels, ou concernent des petits groupes limités en nombre, les rapatriements se caractérisent a minima par la prise en charge du voyage retour par l'État d'origine. Ce qui peut aussi inclure l'octroi d'aides financières au moment de l'arrivée, afin de limiter les difficultés de ceux qui, en migration, ont connu une situation de précarité sociale.

Dans tous les cas de figure, l'intervention publique est centrale et participe de la définition même du « rapatriement ». Elle est le fait d'un, voire de plusieurs États, et sa mise en place entraîne le plus souvent l'intervention de différents organismes auxiliaires des pouvoirs publics, ou d'instances internationales. Elle vise à encadrer le retour et in fine, à mettre en place des politiques de « sédentarisation ». Dans cette logique, « être rapatrié » signifie à la fois « venir », le

1 Historien, chargé de recherche au CNRS, Université de Poitiers, MIGRINTER (UMR 7301), MSHS, Bâtiment A5, 5 rue Théodore Lefebvre, 86000 Poitiers ; yann.scioldo.zurcher@univ-poitiers.fr

plus souvent de façon contrainte, dans un pays défini ou supposé « d'origine », comme faire face à des changements sociaux et professionnels mais accompagnés par des politiques sociales.

Le terme de « rapatrié », utilisé à la fois par les pays de départs et d'arrivées qualifie donc des populations expulsées ou accueillies, prises en charge par les gouvernements impliqués, qui établissent leurs propres critères concernant les conditions des départs et des arrivées. En d'autres termes, la notion de rapatriement, quel que soit le point de vue d'où on l'interroge, relève de pratiques diplomatiques et consulaires. Les déplacements de nationaux dépendent des relations interétatiques, des chancelleries au moment des départs (Lutz, 2010), des ministères de l'Intérieur, voire des ministères sociaux au moment des arrivées.

Ce numéro de la REMI propose d'aborder la notion de rapatriement dans la longue histoire des États qui, à partir de l'époque moderne, ont cherché à assurer la protection de leurs ressortissants. On en trouve d'abord trace au XVIII^e siècle, au terme de la guerre de Sept Ans avec le retour des Acadiens en France (Faragher, 2005 ; Hodson, 2012). À la fin du XIX^e siècle au début de la construction des États contemporains, sociaux et protecteurs, les pays de départ vont manifester leur intérêt pour leurs immigrés. Il s'agit de garder un « lien fort » avec cette population en offrant aux intéressés la possibilité de revenir et en favorisant leurs investissements dans le pays qu'ils ont quitté (Green et Weil, 2006).

L'article de Caroline Douki, qui ouvre ce numéro, aborde la problématique du « retour » du point de vue de la longue histoire des politiques publiques d'émigration. Elle montre, en s'intéressant au jeune État italien de la fin du XIX^e siècle, comment le retour des immigrants a été réfléchi et rationalisé avec minutie, et comment se sont peu à peu mises en place des politiques migratoires et de protection consulaire. L'histoire de l'émergence des politiques d'émigration en Italie rend ainsi plus lisibles et compréhensibles, pour partie, les formes modernes des situations de rapatriement, qui sont nées de la lente construction du lien de citoyenneté que les États-nations ont maintenu avec leurs émigrés et leurs descendants.

Mais, le rapatriement doit aussi se saisir du point de vue des acteurs. Giulia Bonacci présente les résultats d'une recherche sur la façon dont des Jamaïcains ont bâti ex nihilo une filiation, d'abord indifférenciée « avec les nations de l'Afrique », puis avec l'Éthiopie, en écho avec leurs mémoires de l'esclavage. Le principe de ce rapatriement symbolique a germé tout au long du XX^e siècle sous l'influence des mouvements panafricains, puis rastafariens, pour aboutir à l'octroi de terres par Hailé Sélassié et aux premiers départs au milieu de la décennie 1960.

Outre ces problématiques qui prennent en compte le « temps long » qui précède les déplacements, il convient aussi de poser la question des évolutions et des effets des politiques publiques d'intervention. Bénédicte Michalon met ainsi en lumière la transformation du principe juridique de réintégration des Allemands d'origine roumaine en fonction des enjeux internationaux qui furent ceux du redécoupage ethnique de l'Europe après la victoire des Alliés

en 1945, des rivalités de la guerre froide, puis des mobilités des populations dans l'espace européen postcommuniste. Elle montre la forte mobilisation de l'État d'accueil vis-à-vis de ces migrants particuliers, mais aussi l'importance des réseaux que ces derniers ont tissés pour s'installer en République fédérale d'Allemagne, organiser leur regroupement familial et leurs circulations avec la Roumanie d'aujourd'hui ; ce qui remodèle profondément « l'esprit » des dispositifs juridiques de ces migrations dites « ethniques » qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voulait à la fois déplacer et réinsérer des populations allemandes d'Europe occidentale dans leur « géographie nationale », afin d'éviter toutes nouvelles revendications territoriales, comme l'avait précédemment fait le régime nazi (Douglas, 2012).

Ce numéro fait aussi une large place à l'étude des Français rapatriés d'Algérie. Yann Scioldo-Zürcher propose d'étudier comment la première loi d'indemnisation, votée à leur intention en 1970, appartient au dispositif du rapatriement des Français originaires des territoires coloniaux alors que ce dernier a évolué d'une politique d'insertion vers une politique de dédommagement. Rapidement voté, engendrant frustrations des parlementaires et mécontentements des rapatriés, le projet législatif fut à l'origine de débats réguliers et houleux, qui lors de chaque nouvelle session parlementaire, manifestaient la crainte des politiques à l'égard des influences supposées des associations de rapatriés. Ils témoignaient aussi de la difficulté à aborder sereinement l'histoire de la colonisation et celle de la guerre d'indépendance algérienne. Marie-Paule Couto, par l'exploitation statistique d'un fichier inédit de l'INSEE, – L'Échantillon démographique permanent –, compare les trajectoires sociales de rapatriés, de migrants et de métropolitains afin de mesurer les effets des politiques publiques. Cette étude novatrice soutient l'idée que les politiques de rapatriement, connues dans leur déroulement événementiel, doivent désormais s'envisager dans une perspective comparative prenant en compte non seulement les flux de rapatriés, mais aussi les migrations de travail qui ont lieu dans le même temps (Green, 2002 ; Bruno, 2011). Enfin, Claire Eldridge met en évidence dans son article combien les mesures de protection juridique des migrants nationaux peuvent être minimisées, voire occultées, au profit d'émotions nées avec les traumatiques conditions de départ et les instrumentalisation militantes des mémoires de la guerre d'indépendance algérienne.

En laissant une large place aux analyses des historiens, que complètent les travaux issus de la géographie sociale et de la sociologie, cette livraison de la REMI est une invite à investir un champ de recherche sur les migrants nationaux et les rapatriements, encore trop peu défriché.

❖ Références bibliographiques

Berthomière William et Chivallon Christine (2006) *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris-Pessac, Karthala-MSHA, 416 p.

Bruno Anne-Sophie (2010) *Les chemins de la mobilité. Migrants de Tunisie et marché du travail parisien depuis 1956*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 286 p.

Douglas Ray M. (2012) *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 509 p.

Faragher John M. (2005) *A Great and Noble Scheme: The Tragic Story of the Expulsion of the French Acadians from Their American Homeland*, New York, WW Norton & Company, 592 p.

Green Nancy (2002) *Repenser les migrations*, Paris, Presses Universitaires de France, le Nœud gordien, 138 p.

Green Nancy et Weil François (2006) *Citoyenneté et émigration, les politiques du départ*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 271 p.

Hodson Christopher (2012) *The Acadian Diaspora: An Eighteenth-Century History*, New York, Oxford University Press, 336 p.

Leiberich Michel (2012) Les exils dans la logique des violences collectives depuis la fin du XIXe siècle, in Martine Camiade et Jordi Font Eds., *Déplacements forcés et exils en Europe au XXe siècle. Les conditions de départ et d'accueil, actes du 1^{er} séminaire transfrontalier*, Perpignan, Éditions Talaïa, pp. 9-15.

Lutz Fabian (2010) *The negotiations on the return directive, comments and materials*, Nijmegen (Netherlands), Wolf Legal Publishers, 526 p.

Petit Véronique (2007) *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, Les collections du CÉPED, 208 p.

Scioldo-Zürcher Yann (2010) *Devenir métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 461 p.

Shepard Todd (2002) *Decolonizing France: reimagining the nation and redefining the Republic at the end of the Empire*, Thèse de doctorat, New Brunswick, State University of New Jersey, 836 p.